

Plus de « transparence » dans Parcoursup ? NON : ce qu'il faut c'est l'abrogation !

Montreuil, le 12 octobre 2026

Le 9 octobre, le ministre de l'Enseignement supérieur, Philippe Baptiste, répondait aux lycéens : « J'entends dire : « Il faut abroger Parcoursup ». Je n'ai jamais entendu ce qu'ils voulaient mettre à la place. Il faudra m'expliquer comment vous voulez faire ». Selon lui, il suffirait d'« **apporter plus de lisibilité au système, plus de transparence et travailler sur des points précis, comme par exemple la manière dont les étudiants, aujourd'hui, sont choisis par les différentes formations.** ».

Mais où était donc le ministre ces derniers jours ? Ce n'est pas du tout ce que demandent les lycéens qui, depuis près de trois semaines, dans tout le pays, organisent des blocus devant leurs établissements, et qui ont manifesté par centaines de milliers les 6 et 8 octobre pour défendre leur droit à un avenir, qui passe par le droit égal d'accès à l'instruction et aux études supérieures.

Ce qu'ils demandent, avec les étudiants, parmi les 10 mesures que devrait prendre le gouvernement, c'est de « **Supprimer la sélection via les plateformes Parcoursup et Mon Master et créer 250 000 places supplémentaires dans l'enseignement supérieur dès la prochaine rentrée, afin de permettre aux lycéen·nes d'accéder aux formations de la filière de leur choix** ».

C'est également ce que veulent les personnels qui en ont assez de voir chaque année des dizaines de milliers de bacheliers qu'ils ont formés pendant trois ans, se trouver sans formation dans le supérieur. Cette année, ce sont plus de 126 000 candidats qui se sont trouvés ainsi sans affectation.

Si les ministres Baptiste et Geffray veulent savoir quoi « mettre à la place » de leur dispositif de tri social, qu'ils abrogent la réforme Blanquer du lycée et du baccalauréat, et qu'ils rétablissent sans attendre le baccalauréat national, fondé sur des épreuves terminales nationales et anonymes, comme premier grade universitaire ouvrant droit à l'inscription dans la filière de son choix.

Le 9 septembre, la FNEC FP-FO était avec les étudiants devant le ministère de l'Enseignement supérieur pour exiger l'abrogation de Parcoursup et de Mon Master, l'inscription immédiate de chaque lycéen dans la filière de son choix, et l'abrogation de la réforme Blanquer du baccalauréat.

Aujourd'hui, la FNEC FP-FO et ses syndicats sont aux côtés des lycéens qui montrent la voie en tenant bon sur leurs revendications malgré la répression d'une violence intolérable. Elle sera à leurs côtés, le 13 octobre, en direction de Matignon pour chercher les revendications : là où ça se décide !